



Débat

Autour du *Nouveau Manifeste des économistes atterrés*

Les Économistes atterrés

Quatre ans après leur premier *Manifeste* qui déconstruisait les dix fausses évidences qui inspirent les politiques économiques partout en Europe, les Économistes atterrés publient leur *Nouveau manifeste* (Les liens qui libèrent, 160 p., 10 €). Face aux gouvernements qui poussent toujours plus loin les politiques d'austérité, face aux pseudo-experts qui vantent les recettes libérales, face à l'offensive du patronat pour réduire les droits des travailleurs, ils montrent que d'autres voies sont possibles. Aux citoyens, le Nouveau Manifeste propose quinze chantiers pour une société sobre, égalitaire et solidaire : écologie, gouvernance des entreprises, protection sociale, régulation des banques et de la finance, échanges internationaux, etc.

Ces propositions seront exposées et mises en débat lors de la conférence mensuelle des Économistes atterrés le 11 février prochain à Paris. Le débat partira de l'entreprise et de la politique industrielle, qui sont des leviers du nécessaire changement de modèle économique et de la transition écologique. Il portera ensuite sur les finances publiques, la protection sociale et l'emploi, parce que la sortie de crise passe par la réhabilitation des dépenses publiques, le renforcement de la protection sociale et le plein emploi de qualité.

Quelques extraits de l'introduction du *Nouveau Manifeste*

"Déclenchée par la faillite retentissante des pratiques financières spéculatives, la crise qui s'est ouverte en 2007 a révélé au monde les turpitudes de la finance dérégulée et les impasses du néolibéralisme. Au plus fort de la tempête, les États sont intervenus. Mais ils en sont restés aux premiers secours, le sauvetage des banques et les plans de relance. Ils ne se sont pas attaqués aux racines de la crise : la finance libéralisée, la mondialisation débridée, la fuite en avant productiviste et le creusement des inégalités. Par un de ces tours de force idéologiques dont ils ont le secret, les chantres du néolibéralisme ont imputé la crise globale aux dépenses publiques excessives, à un État social trop généreux et à des entraves à la concurrence sur des marchés jamais assez libéralisés. Passées sous silence, les innombrables largesses accordées aux riches, les niches, la fraude et l'évasion fiscales qui ont rongé les recettes publiques et creusé les déficits publics. Omis, le soutien des banques à la spéculation financière. Oubliée, la prise en charge de dettes privées colossales par les États appelés à la rescousse d'un système bancaire défaillant parce que spéculateur. Gommés, les effets délétères des traités européens. Niée, la difficulté à expliquer la montée du chômage par le coût du travail alors que les salaires sont comprimés depuis longtemps. Il fallait aller plus loin dans l'application d'un modèle qui venait pourtant de plonger le monde dans la pire crise du capitalisme depuis les années 1930.

Notre premier manifeste avait donné l'alerte en 2010 : la poursuite et l'approfondissement des politiques néolibérales conduiraient à des régressions sans fin. Nous y sommes. Une crise majeure

s'est installée et n'en finit pas de produire ses effets.

Pourquoi un second manifeste quatre ans après le premier ? Quelles urgences, quelles nécessités nous ont poussés à remettre l'ouvrage sur le métier ? La première est l'extrême gravité de la crise. Globale, elle est à la fois économique, sociale et écologique. La seconde est qu'il est temps d'emprunter d'autres chemins : d'autres politiques sont possibles et souhaitables.

Les leçons de la crise n'ont pas été tirées.

Les « dix fausses évidences » que nous dénoncions en 2010 nourrissent plus que jamais l'idéologie dominante et les politiques aujourd'hui conduites.

Les décideurs n'ont rien appris, ou voulu apprendre, de la crise. Les économistes bien en cour se montrent d'autant plus arrogants que leurs préceptes ont été invalidés. Les lobbies financiers demeurent d'autant plus avides qu'ils n'ont pas eu à payer le prix de leurs errements. Les commentateurs continuent à égrener les cours de la Bourse et les avis des agences de notation, comme si l'évolution des économies se lisait dans les jeux de la finance spéculative. Les grandes entreprises continuent à être gérées, fusionnées, dépecées selon les prévisions de gains à court terme des actionnaires. Le développement soutenable, l'emploi, le tissu économique local, les investissements productifs ne sont pas pris en compte. Les métiers les mieux rémunérés demeurent ceux de l'industrie financière, le conseil en délocalisation, en montages financiers, en optimisation fiscale. Honte aux « gagne-petit », employés, ouvriers, agriculteurs, infirmières...

(...)

Les leçons de la crise écologique ne sont pas davantage tirées. Les périls du changement climatique et de l'épuisement des ressources naturelles restent minimisés alors qu'ils devraient être au cœur de toute réflexion sur l'avenir de nos économies et de nos sociétés, au centre de toute politique.

Les dix fausses évidences se sont transformées en impasses gravissimes de politique économique."

La suite en librairie... et d'autres extraits dans Marianne (<http://www.marianne.net/agora-restructuration-raisonnable-dette-230115.html>)

Dans la presse

« Ils se sont fait connaître à l'automne 2010 en publiant un manifeste au vitriol contre les fausses évidences des politiques d'austérité préconisées en Europe, vendu à 100 000 exemplaires. Depuis, "les Economistes atterrés" ont multiplié les notes dissonantes et les ouvrages hétérodoxes. Les contre-feux, aussi, face à ceux qu'ils appellent les partisans de la "contre-révolution libérale" en cours en Europe. Un peu plus de quatre ans après, ces iconoclastes remettent le couvert avec un Nouveau Manifeste, dans lequel ils ouvrent des pistes avec quinze chantiers "pour une autre économie". Autour d'un principe, que ce collectif d'une quarantaine d'économistes met ainsi en exergue dans son introduction, tiré de La Boétie : "Ils ne sont grands que parce que nous sommes à genoux : levons-nous !" » (Libération, 20 janvier 2015).

Quatre ans après la publication de leur manifeste, qui dénonçait les "fausses évidences" de la théorie économique néolibérale, les économistes hétérodoxes, au nombre de 31 aujourd'hui,

récidivent avec le Nouveau manifeste des économistes atterrés. » (Le Monde, 22 janvier 2015).

« Depuis sa création en 2010, "Marianne" soutient les efforts du collectif des Economistes atterrés pour penser et promouvoir des politiques alternatives à celle proposées — voire imposées — par la pensée "orthodoxe". Ils ont publié le 22 janvier le "Nouveau manifeste des économistes atterrés" consacré à la dette publique ; il porte des propositions sur 15 thèmes majeurs : écologie, monnaie, travail, fiscalité... Des extraits à lire au moment où les Grecs demandent la renégociation de leurs créances. » (Marianne, 24 janvier 2015).

« Le collectif des "économistes atterrés", qui publie un Nouveau manifeste, préconise notamment d'accélérer la transition écologique à travers une fiscalité incitative et de s'attaquer "pour de vrai" à l'évasion fiscale. Ils sont de retour. » (Challenges, 16 janvier 2015).

« Cette fois, ils veulent dépasser le constat de l'échec des politiques libérales, pour mettre en avant leurs solutions alternatives. Au cœur de leurs propositions, la question de la transition écologique et les leviers pour la mener à bien. » (Novethic, 20 janvier 2015)

Le débat sur les propositions de l'ouvrage

Les propositions du *Nouveau Manifeste* seront présentées par plusieurs des auteurs et discutées par Olivier Passet (Xerfi) et Guillaume Duval (Alternatives Economiques) dans le cadre de deux tables rondes. La première sera consacrée à l'entreprise et à la politique industrielle. La seconde portera sur les finances publiques, la protection sociale et l'emploi.

Le Mercredi 11 février 2015 de 20h15 à 22h30

Salle Bruxelles, FIAP Jean Monnet,
30 rue Cabanis 75014 Paris M° Glacière
(Entrée libre et gratuite)

- 1^{ere} table ronde consacrée à l'entreprise et à la politique industrielle

*Introduction par David Cayla (EA, Univ. Angers), suivie d'un débat entre **Olivier Passet** (Xerfi), Benjamin Coriat (EA, Univ. Paris-13) et Dany Lang (EA, Paris-13).*

- 2^e table ronde consacrée aux finances publiques, à la protection sociale et à l'emploi

*Introduction par Anne Eydoux (EA, CEE), suivie d'un débat entre **Guillaume Duval** (pour Alter Eco), Christophe Ramaux (EA, Univ. Paris-1), et Mireille Bruyère (EA, Univ. Toulouse-2).*

D'ici là, retrouvez les analyses et positions des « atterrés » sur le sujet dans les chroniques et articles de notre site <http://atterres.org>

[Et aussi toutes nos conférences sur notre agenda](#)